

I - POUR UN BUDGET A LA HAUTEUR DES AMBITIONS POUR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR:

1°/LA DEMOCRATISATION:

- * elle est nécessaire au pays
- * elle passe notamment par la réalisation de l'objectif de 2 millions d'étudiants en l'an 2000
- * cela veut dire qu'il faut se donner les moyens aux enfants des classes défavorisées d'accéder à l'université, cela passe par le développement de l'aide sociale, encore plus important que celui prévu par le Plan d'Aide Sociale du gouvernement
- nous avons besoin d'une hausse du nombre et du montant des bourses, et d'une hausse des capacités d'accueil en cité-U et au restau-U
- * de plus, il faut donner aux étudiants les moyens de réussir leurs études, ce qui veut dire que les effectifs en TD doivent diminuer, que l'on doit augmenter les capacités d'accueil des bibliothèques, et que des cours de soutien soient organisés...
- * l'université de masse et de qualité que nous voulons, doit se préparer dès maintenant, et nécessite un effort budgétaire exceptionnel

2°/CONCRETISATION DES PROBLEMES BUDGETAIRES SUR
PARIS X-NANTERRE:

- * il y a 32 000 inscrits environ pour 16 000 places prévues... nous avons donc de graves problèmes de locaux, les cours s'étalent de 8h à 22h, du lundi au samedi
- * les problèmes qu'ont rencontré les bibliothèques de langues et d'Histoire cette année, sont également liés au manque de moyens pour fonctionner ou pour payer leur personnel
- * s'il n'y a pas de vente à l'unité du ticket de restau-U, c'est parce que le CRCUS manque de personnel et de caisses aux normes de sécurité...
- * une avancée est cependant à signaler, 2000 ou 2500 m2 de locaux vont être construits en dur pour novembre/décembre 1991, cela répond à une de nos revendications principales, mais les problèmes demeurent pour la rentrée prochaine

3°/UN SERVICE PUBLIC, UN FINANCEMENT NATIONAL:

- * les sommes à dégager sont très importantes, l'Etat doit y prendre une part prépondérante
 - * lui seul peut garantir l'égalité d'accès pour tous au service public d'enseignement supérieur, et l'égalité des contribuables devant l'investissement pour les formations supérieures, alors que le financement par les collectivités locales entraîne des différences de contribution selon le lieu d'habitation
 - * de plus, si le budget de l'enseignement supérieur augmentait en fonction de l'inflation et de la hausse des effectifs étudiants, la diversification des ressources de notre université ne serait plus vécue comme une contrainte mais comme une coopération enrichissante
 - * mais aujourd'hui, les collectivités locales et les entreprises souhaitent financer nos formations
- ayant fait le diagnostic que le principal maux dont souffre l'université est l'asphyxie budgétaire, nous pouvons difficilement refuser cette aide, cependant nous devons en fixer les modalités et les limites

II - PROPOSITION DE PARTICIPATION A L'EFFORT DE FORMATION POUR LES COLLECTIVITES
LOCALES: L'AIDE INDITEXTE AUX ETUDIANTS

1°/GARANTIR L'EGALITE D'ACCES DE TOUS AU SERVICE PUBLIC:

- * la solution adoptée par la commune de Chenoves: le Revenu Minimum Etudiant, ne nous paraît pas tenir compte de cette nécessaire égalité d'accès, une commune comme Nanterre par exemple ne peut se le permettre
- cela repose le problème d'actualité de l'inégalité des ressources des communes, et crée une inégalité d'accès aux formations supérieures selon le lieu d'habi-

2°/LA GRATUITE DES TRANSPORTS ET L'EXONERATION
DES IMPOTS LOCAUX:

- * le financement le moins inégalitaire nous paraît être l'aide indirecte aux étudiants
- * nous avons 2 propositions:
 - la création de fonds pour la gratuité des transports, qui pourraient être également financés par les entreprises, au-dessous d'un certain plafond de ressources, les étudiants résidents dans la collectivité en seraient automatiquement bénéficiaires, c'est une proposition immédiatement réalisable dans les Hauts de Seine, où PASQUA débloque 50 millions pour son pôle universitaire privé
 - l'exonération d'impôts locaux pour les étudiants en-dessous d'un certain plafond de ressources
- * il nous faut réfléchir à d'autres propositions conformes aux intérêts des étudiants.

III - GARANTIES DE GESTION DES FONDS VERSES DIRECTEMENT AUX UNIVERSITES:

1°/AUCUN CONTROLE DU CONTENU DE NOS FORMATIONS:

- * les mairies extérieures (des entreprises et/ou des collectivités locales) sur le contenu de nos cours en contre-partie d'un part de leur financement sont un danger. Elles aboutiraient à l'extinction des filières jugées "non-rentables" sauf pour un faible pourcentage de futurs enseignants

2°/UNE REPARTITION EQUITABLE ENTRE LES FILIERES:

- * il ne faut pas que ces financements extérieurs aillent vers les filières les plus dotées par l'Etat, d'où la nécessité de corriger les déséquilibres
- * pour les corriger, 2 critères doivent entrer en compte:
 - le nombre d'étudiants dans la filière,
 - puis les besoins de la filière évalués par le conseil d'UFR

3°/UNE GESTION FAITE PAR UNE COMMISSION PARITAIRE:

- * la gestion et la répartition de ces fonds doivent être publiques et transparentes
- * exigeons la création d'une commission paritaire, où les étudiants soient à égalité avec les ATOS et les enseignants, pour gérer et répartir ces fonds en respectant la pluridisciplinarité et les missions de service public de Paris X-Nanterre

I - DEFINITION

La contractualisation est en fait un nouveau mode de financement de l'Université par des contrats passés avec le Gouvernement ou les Collectivités Locales, pour 4 ans.

En ce moment, se définissent les éléments qui serviront à dresser le contrat concernant Paris X-Nanterre.

Un contrat implique des obligations réciproques:

- celle du Gouvernement qui est de financer le projet pédagogique de Nanterre à la hauteur qu'il juge nécessaire;
- celles de l'Université qui sont de définir un projet pédagogique, d'appliquer avant les textes officiels la réforme des premiers et seconds cycles selon les "recommandations du ministère", de créer des écoles doctorales (regroupement de D.E.A.), d'aménager l'année universitaire, d'aménager le campus (dans le cadre des projets d'extension de La Défense),...

II - ETAPES ET CALENDRIERS

1^{ère} étape: un état des lieux fut dressé fin février 1991: c'est-à-dire qu'on a étudié les problèmes de locaux, de personnels, qu'on a mis à plat les diplômes (DEUG, Licence, Maîtrise) et envisagé les moyens de les réhabiliter. Il s'agit en fait de véritables réformes de premier et second cycles.

Le ministère demande un allègement des cursus (il faut être vigilant sur les modalités: en Lettres, par exemple, il s'agirait de réintroduire des cours magistraux en premier cycle). On ne peut avoir une position tranchée sur la question, il faut étudier le problème pour chaque discipline. En tout cas, une chose est sûre, cela suppose des mises à disposition de nouvelles salles et de places en bibliothèque.

Le DEUG se composera de 8 à 10 modules progressifs. Un module sera composé d'un ensemble d'enseignements pluridisciplinaire ou non, possédant une fonction (formation initiale, orientation, remise à niveau).

Ces modules seront semestriels. Cela pourra poser des problèmes car dans plusieurs UFR, comme S.S.A., Droit, S.H.C., la tendance est à rendre les enseignements annuels pour des raisons pédagogiques.

De plus, des problèmes vont apparaître en ce qui concerne l'aide sociale, dont les versements sont annuels (va-t-on accorder une chambre en résidence ou une bourse pour un semestre?) et la session de rattrapage de septembre qui pourrait être remplacée par deux sessions (cela reste à gagner). Reste que le manque de directives du ministère n'aide pas. Certains se refusent à travailler sur de nouvelles maquettes en leur absence - pour ne pas se trouver en contradiction avec les futurs décrets. En S.S.A., par exemple le Conseil d'UFR, "constatant le caractère flou des projets et des principes" a adopté à l'unanimité la motion suivante: " Le Conseil d'UFR S.S.A. réunit ce 18 mars 1991 estime que le DEUG S.S.A. tel qu'il a été mis sur pied il y a sept ans répond à des objectifs pédagogiques définis alors, objectifs qui sont toujours valables. En l'absence de directives précises sur le schéma général de réorganisation de ce DEUG, le Conseil décide de surseoir à toutes discussions sur ce projet."

2^{ème} étape: mars-mai 1991.

Etude des propositions de l'Université par les envoyés du ministère. Procédure actuelle qui s'effectue dans le flou le plus total.

3^{ème} étape: juin 1991.

Négociation du contrat.

4^{ème} étape: signature du contrat en décembre 1991; après que le budget de l'Éducation Nationale aura été voté.

III - LES PROJETS PEDAGOGIQUES DE PARIS X-NANTERRE

4 priorités:

- réaménagement des cursus;
- formation des personnels;
- services de la documentation universitaire;
- insertion professionnelle des étudiants.

Pour y parvenir, les moyens mis en oeuvre seront les suivants:

- mise en place du schéma d'aménagement qui définira les priorités pour la construction et les rénovations; construction d bâtiment de la recherche co-financé par le C.N.R.S.;

- construction probable de 2 000 m² en dur, derrière le bâtiment D financé à 50% par le Conseil Général des Hauts-de-Seine. Les repercussions budgétaires de la guerre du Golfe risquant de retarder ces projets prévu pour la rentrée 1991. On nous annonce actuellement qu'il sera prêt en octobre et décembre;

- construction de 8 000 m² en dur pour la rentrée 1992 (?) (même problème).

- création d'un service de documentation universitaire qui inclurait la B.U., et le fonds des bibliothèques d'UFR (projet de création d'un fichier central recensant les ouvrages disponibles sur le campus).

Il reste à s'assurer du maintien de celles-ci.

- accès aux nouvelles techniques: labo de Langues (sic), audiovisuel (sic), informatique, enseignement à distance.

- formation continue et qualifiante des ATOSS.

- ouverture de l'Université sur la ville et l'économie.

- collaboration avec le Conseil Général des Hauts-de-Seine, sur laquelle nous pouvons être inquiets après un an de fonctionnement du Club 92 Université-Entreprises qui n'a abouti qu'à la création d'un pôle universitaire privé.

- centre universitaire international de recherche à La Défense (qui est plus perçu actuellement comme étant lié aux entreprises qu'à une conception universitaire de la recherche).

- espaces verts, sport.

- insertion professionnelle.

- développer le service emploi au CIOUX, rendre la formation continue qualifiante.

I - LES EXAMENS

Pendant les différentes sessions d'examens, nous faisons le constat d'une certaine "léthargie" de l'activité de l'AGEN-UNEF. Pourtant, ce sont des moments où, plus que jamais, nous devons être prêts à répondre extrêmement rapidement à toutes les atteintes à nos droits. Tous les ans, nous assistons à la même chose: saquages généralisés, temps de partiel trop court, copies non cachetées, manque de sujets d'examens dans les amphis,...

Tout cela, nous ne pouvons le laisser passer. A chaque fois qu'un problème se pose dans un UFR, c'est aux adhérents de cette UFR, par le biais de leurs associations et de leurs élus, à intervenir.

Il est impossible que les membres du bureau de l'AGEN-UNEF, par exemple, soient partout. C'est à tous les adhérents, en période d'examens, de se responsabiliser et d'intervenir en cas de problème. Si, dans chaque UFR, dans chaque amphî, un membre de l'AGEN-UNEF est là, prêt à proposer l'action aux étudiants (si la situation l'exige), nous ne laisserons rien passer. C'est en décidant des actions concrètes avec les étudiants (cela peut aller d'une délégation à l'administration jusqu'au boycott du partiel) que nous serons vraiment rassembleurs et aptes à répondre aux aspirations estudiantines.

II - LE CONTENU DE NOS FORMATIONS

Dans le cadre de la contractualisation, sur Nanterre, toutes les UFR travaillent à la refonte de leurs maquettes de diplômes des premiers et deuxièmes cycles. C'est le moment ou jamais pour nous, d'intervenir par le biais de nos associations et de nos élus sur le contenu de nos cours, les modalités de passage...

Profitions dse tous les changements qui ont lieu pour imposer la licence conditionnelle, là où elle n'existe pas, en Droit par exemple, et la conservation des acquis en cas de redoublement,...

En ce qui concerne le contenu de nos cours, il est par contre difficile pour nous de prendre position en Conseil d'UFR sur des choix pédagogiques (en S.S.A., proposition de supprimer une U.V. en première année). Engageons dans ce cas de vastes concertations dans les amphis par le biais de sondages ou en demandant un vote sur la question.

Globalement, sur ces points nous pouvons constater une certaine fébrilité pour intervenir systématiquement. Encore trop souvent, les rares actions menées en ce sens sont le fait des membres du bureau d'AGE et non des associations a fortiori de nos adhérents.

Prenons conscience de notre capacité à agir sur ces questions, en étant rassembleurs, et nous en récolterons rapidement les fruits en notoriété, en influence et nombre d'adhérents.

I - REMARQUES PRELIMINAIRES

Le Plan d'aide sociale s'inscrit dans une optique d'ouverture de l'Université aux étudiants venant de classes sociales défavorisées. La réponse du Gouvernement prend en compte les difficultés de financement des études mais les solutions vont vers un désengagement de l'Etat.

II- DISPARITION D'UNE REGLEMENTATION NATIONALE

* Création de commission d'établissement: celle-ci définira, par établissement, les critères d'attribution d'aide sociale (régissant les bourses et l'attribution des chambres de Cité-U) sans garantie d'une parité étudiante pour la prise des décisions.

* Cela relèquerait le C.A. du C.R.O.U.S. au rôle de "chambre d'enregistrement".

* Cela renforce l'autonomisation des Universités, de plus le risque est de minimiser les critères sociaux au profit des critères de réussite (comme pour les allocations de recherche).

On en arrive donc à une CASSE DES CRITERES NATIONAUX D'ATTRIBUTION DE L'AIDE SOCIALE et à UN TRANSFERT DES RESPONSABILITES SUR LES COMMISSIONS D'ETABLISSEMENT.

III - BOURSES ET PRETS BANCAIRES

* Le Gouvernement entend augmenter le nombre et le montant des bourses. Même si ces mesures sont louables, elles restent insuffisantes puisque paradoxalement, le Gouvernement veut imposer des prêts bancaires qui se substitueront peu à peu aux bourses. L'UNEF trouve proprement inacceptable cette mesure qui d'une part endettera les étudiants, et, qui, d'autre part, permet à l'Etat de fuir ses responsabilités. D'ores et déjà, l'UNEF a décidé de riposter en lançant un appel national des élus contre les prêts bancaires.

IV - LOGEMENT ETUDIANT

* Le Gouvernement prévoit la création de logements: 30 000 d'ici 1995; cela suffirait à peine à ce que chaque étudiant de Nanterre ait un logement autonome et encore moins sur le C.R.O.U.S. de Versailles.

* D'autre part, le système des résidences universitaires semble abandonné par le Gouvernement. En effet, il s'agirait de logements H.L.M. plus chers,; sans infrastructure sociale, pas de Resto-U, pas de centre sportif, pas d'assistante sociale.

V - TRANSPORT, RESTAURATION et BIBLIOTHIQUES

* Mise en place d'une carte orange à tarif réduit financée par les collectivités locales.

* Extension des capacités des Resto-U et retour hypothétique à la parité de financement des repas.

* Mise en place d'un plan de rénovation des bibliothèques.

VI- CONCLUSIONS

Ce plan n'est pas à rejeter en bloc mais il faut lutter contre la diversification des financements (cf aux prêts bancaires).

Pour appliquer cette "loi-cadre", le Gouvernement cherche à impliquer les organisations étudiantes: loi négociée, cadeau à l'UNEF-ld avec la création de maisons de l'étudiant (MDE) -bunkers à photocopies coupés du lieu d'étude, maintenant une ambiguïté entre les actuelles MDE et les futures.

RAVEL signifie recensement automatisé des vœux des lycéens. Ce système minitel, avant 1990, servait à recenser les flux de lycéens dans les établissements d'Enseignement Supérieur. L'an dernier, ce système a été rendu obligatoire et complété par une sectorisation dite douce. Son but, à l'origine, était de réduire les files d'attente lors des premières inscriptions à l'Université. Mais, en réalité, il a été mis en place pour limiter les capacités d'accueil, pour éviter un véritable investissement de l'Etat dans l'Enseignement Supérieur à la hauteur des besoins des lycéens.

Cette année, la sectorisation a été renforcée. Et nous avons vu lors de la journée portes-ouvertes et lors des tests LEA, que le système n'avait guère été amélioré.

1 - BILAN SUR NANTERRE

1 - D'une manière générale

- * 18% des lycéens n'avaient pas tapé RAVEL.
- * Dysfonctionnement, dans certains cas, du système télématique. Exemples:
 - des lycéens avaient participé au système RAVEL mais n'ont jamais eu de réponses,

- d'autres n'ont pu enregistrer leur demande, le minitel étant saturé,
- d'autres ont été affectés dans une filière et une Université autres que celles de leur choix.

- * Seuls les bacheliers, qui avaient réussi à se connecter sur RAVEL et qui avaient tapé Nanterre en premier choix, n'ont pas eu de problème pour s'inscrire dans la filière désirée.

- * Pour les autres, les chances étaient beaucoup plus minimes, les Universités tenaient essentiellement compte des premiers choix. A Nanterre, ils pouvaient s'inscrire dans la filière de leur choix dans la limite des places disponibles sachant que certaines étaient d'ores et déjà saturées (droit, économie, psycho, histoire).

- * Pour les "non-ravelisés", les bac de province, les "mal-ravelisés" il ne restait disponibles que des places en Lettres, en Philosophie, en Russe, et en Anglais.

- * Pour les lycéens maintenant la filière qu'ils souhaitent, il ne restait que les fiches rectorales. Celles-ci ont été étudiées par le rectorat en Septembre, seulement, ne prenant en compte que le choix de filière et pas celui de l'Université.

2 - Les pièges

- * La sectorisation géographique douce prenait en compte l'adresse du lycée d'origine et non celle du bachelier.

- * Elle est aggravée pour les inscriptions 1991.

- * La saturation des filières et la sectorisation ont été les causes majeures de refus d'inscription.

- * RAVEL, pour les deuxièmes et troisièmes choix, n'a aucunement évité les files d'attente et la panique; des bacheliers ont fait la queue pendant plus de 12 h. dans la nuit du 9 au 10 Juillet.

3 - La campagne de l'UNEF lors des inscriptions:

- * L'UNEF a lancé une campagne "SOS-Inscriptions", grâce à laquelle nous avons collecté les coordonnées des bacheliers ayant des problèmes. Nous en avons recueilli environ 400.

- * A Nanterre, l'AGEN-UNEF a débloqué des dossiers d'inscription au cas par cas, mais n'a pas réussi à débloquer des dossiers de façon massive, bien que nous ayons participé aux divers rassemblements au rectorat de Paris, et à la manifestation des "non-inscrits" le 13 Juillet du rectorat au ministère de l'Education Nationale.

II - LES PERSPECTIVES:

- * Nous devons commencer à préparer les chaînes d'inscription de Juillet prochain, en inscrivant tous les copains disponibles dès maintenant, en faisant en sorte qu'il y ait du monde tout le long du mois, et en rédigeant le guide local.

- * Mais, nous avons aussi la volonté de tenir les chaînes d'inscription des bacs antérieurs à la fin mai, et d'être présent en septembre lors des inscriptions pédagogiques, cela suppose que chaque association prépare son calendrier.

- * Nous devons nous adresser également aux lycéens qui n'ont pas rencontré de problème spécifique lors des inscriptions, et leur présenter notre organisation et nos activités.

- * Puis, n'oublions pas de préparer nos réunions d'association de pré-rentrée pour intégrer les nouveaux adhérents

LES PROJETS DU GOUVERNEMENT

Les Objectifs.

• Doubler en longueur l'axe historique allant du Louvres à la Grande Arche en le prolongeant jusqu'à la Seine.

• Construction de 120 000 logements et 600 000 m² de bureaux.

• 300 000 m² seraient construits autour de l'université. Sur le campus viendraient s'installer une école d'Archi, des centres de formation EDF-GDF.

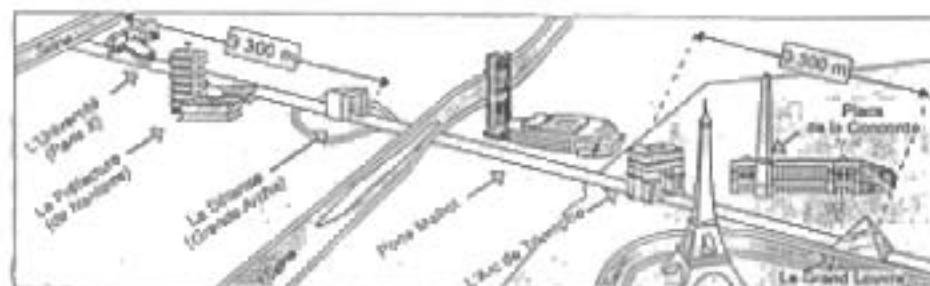
Les Moyens.

• Enfouissement de l'Autoroute A14.

• Déplacement de la ligne A du RER; la station Nanterre-Université irait plus au nord.

• désenclavement de l'université, une agora la relierait aux Champs-Élysées bis.

• Le coût de l'opération serait supérieur à 10 milliards de francs.



LES PROJETS DE L'UNIVERSITE

1- Synergie Architecture -
Aménagement: Géographie +
Sociologie urbaine.
Synergie Archéologie -
département d'IUT de Génie
civil

2- Création d'un département
d'IUT de Gestion des
Entreprises et des
Administrations (GEA).

3- Ouverture d'un Institut
Universitaire de Formation des
Maîtres (IUFM).

4- la création d'un Centre
inter-universitaire
international de recherche à La
Défense, pour les seuls
doctorants et post-doctorants
en Droit, en Economie et en
Communication.

NOTRE POSITION ET NOS PROPOSITIONS:

- Le 17 septembre 1990, le président de l'université a réuni le Conseil d'Administration (CA), le Conseil des Etudes de la Vie Universitaire (CEVU), et le Conseil Scientifique (CS), sur les répercussions sur notre université de l'extension de La Défense et pour présenter les projets propres de l'université.
- La prochaine réunion exceptionnelle de ce type est prévue le 28 mai, puis le CA se réunira pour des votes décisionnels. Quelles actions allons-nous mener?

I -AU NIVEAU DES LOCAUX:

* Le rectorat prévoit de multiplier par 2,5 la superficie de la fac pour l'an 2000 . Prodiges lorsqu'il s'agit de l'avenir, il reste pingre pour le présent. Alors que craquent de toutes parts des UFR en sureffectif, aucune construction n'est prévue pour la rentrée 1991. Cependant, nous avons gagné, après de longues luttes, la construction d'un bâtiment supplémentaire de 2000 m² en dur derrière le bâtiment D, mais ce bâtiment supplémentaire ne sera pas prêt pour la rentrée... De plus, la construction du bâtiment de la recherche, qu'on a demandé depuis 15 ans, va pouvoir commencer avec l'enfouissement de l'autoroute A 86. * 8000 m² nous ont été promis le 21 novembre 1989 par L. JOSPIN. Exigeons que les travaux soient effectivement mis en route.

II -LA DEFENSE: MANNE PROVIDENTIELLE OU APPETIT VORACE ?

* L'extension de La Défense, au niveau urbanistique, ne concerne pas seulement notre université. C'est l'université qu'on repense, et pour le moment, sans les étudiants. Le président de l'université se place dans une perspective de "moyens accrus" pour Paris X-Nanterre. Ce n'est certainement pas le budget de l'enseignement supérieur qui peut l'amener à un tel optimisme. Les "moyens accrus" ne pourront provenir que des capitaux privés investis sur La Défense (cf au texte sur les questions budgétaires)

* Le contrôle et la maîtrise des moyens financiers doivent incomber aux seules instances universitaires- conseils d'université et d'UFR -, instances où se retrouvent tous les acteurs de la vie du campus. En contrepartie, cela exige de ces instances une pratique transparente de leur fonctionnement.

III -DES REMARQUES ET DES PROPOSITIONS:

1- Eviter les mainmises extérieures passe par l'augmentation du budget de l'Enseignement Supérieur. Construite pour 16 000 étudiants, Nanterre en accueille aujourd'hui 32 000 (plus de 25 000 sur le site même de Nanterre). La "priorité nationale" devient une urgence.

2- Celle-ci satisfaite, la diversification des ressources n'est plus vécue comme une contrainte, mais plutôt comme une coopération et une ouverture sur le monde extérieur. Toutes nos formations y trouveraient bénéfice.

3- Les bibliothèques d'UFR, faute de personnel et de moyens, fonctionnent mal et occupent des salles, alors qu'on en manque pour certains cours. Voilà encore l'illustration de l'imbrication des problèmes dans notre université: problèmes de locaux, de personnels ATOSS.

Quant à nous, nous sommes déterminés à ne pas laisser pourrir cette situation; la mort des bibliothèques d'UFR aggraverait encore nos conditions d'étude.

4- Les projets de La Défense restent discrets sur le devenir des équipements sportifs et des espaces verts du campus. Nous exigeons leur maintien -notre rare privilège en région parisienne de posséder un véritable campus-, ainsi que la rénovation du stade.

5- Aucun logement social pour les étudiants n'est prévu. On propose des HLM à 1500 francs par mois au lieu de 595 francs en cité-U.

6- Ces propositions nécessitent un travail en collaboration avec les étudiants, les personnels ATOSS, les enseignants, et leurs organisations respectives. Devant nous se présente une multitude d'interlocuteurs (Chemetov, architecte chargé de mission par la mairie de Nanterre, et par l'Etablissement Public d'Aménagement de La Défense (EPAD), la mairie de Nanterre, l'EPAD, le conseil général des Hauts de Seine, le conseil régional d'Ile de France, la chambre patronale des Hauts de Seine, le ministère de l'équipement, le ministère de l'Education Nationale...). Face à ces interlocuteurs divers et puissants, la communauté universitaire de Paris X-Nanterre a besoin de se montrer unie et déterminée.

- En complément du projet d'extension de La Défense vers Nanterre, le Conseil Général des Hauts-de-Seine, avec C. Pasqua comme Président, a décidé de la construction d'un pôle universitaire d'ordre international, en liaison étroite avec les entreprises.

I - CARACTERISTIQUES DE CE PÔLE

- conçu pour un nombre limité d'étudiants: 5000,
- choix limité des matières enseignées: sciences et technologies, science commerciales et de gestion,
- un prix élevé des études: 25 000 à 30 000 francs/an,
- un prix de réalisation de l'ensemble exorbitant: 700 à 850 millions de francs, soit 70 millions de francs d'amortissement / an,
- réalisé pour la rentrée universitaire 1993.

II - REPERCUSSIONS POUR LE CAMPUS DE NANTERRE

- dévalorisation des matières enseignées à PARIS-X en concurrence avec ce pôle (UFR d'économie et de droit); ce qui entraîne une possible tentation pour ces UFR de s'intégrer à ce pôle. Ce projet prévoit que différents établissements d'Enseignement Supérieur puissent adhérer à ce pôle,
 - soit l'obligation pour l'université de s'adapter d'une façon précipitée (surtout de préparation...).

III - LIMITES INTERNES DU PROJET

- pôle créé sous la forme d'une association loi 1901 (malgré les sommes importantes en jeu),
- dépendre d'une manière assez importante des entreprises participantes (risque de désengagement dans le futur).

IV - CONTRADICTIONS DU PROJET DANS SON ASPECT EXTERNE

- dans sa préparation confiée seulement au bureau du Conseil Général d'où manque de transparence,
 - volonté d'adapter l'enseignement au marché de l'emploi d'où:
 - restriction des choix de filières pour l'étudiant,
 - désaccord avec la volonté affichée de combattre l'échec scolaire (que faire en cas d'engorgement d'un créneau anciennement porteur?)
 - vision privatiste de l'Enseignement Supérieur d'où retour sur les acquis du mouvement Devaquet.
 - si le Conseil Général est prêt à investir 70 millions de francs dans ce pôle pourquoi pas à Paris-X?
 - l'enseignement proposé sera axé pour concurrencer les établissements de type HEC, ..., mais la fonction d'un pôle universitaire n'est-elle pas de former des chercheurs? En tous cas, des étudiants ayant un niveau de culture générale très appréciable, ce qui ne sera pas le cas ici du fait de plusieurs traits caractéristiques:
 - système d'étude de 1 à 3 ans,
 - le niveau auquel l'étudiant débute ses recherches n'est pas précisé,
 - poids important des entreprises dans la définition du contenu des cours,
 - nature des relations avec les établissements adhérents floue,
 - but de ce pôle: rentabilisation rapide de l'investissement engagé pour chaque étudiant.

I - L'UNEF ET LA SOLIDARITE INTERNATIONALE:

L'UNEF depuis ses origines, a placé la solidarité internationale et la lutte anti-impérialiste au centre de ses préoccupations. En effet de la guerre d'Algérie à la guerre du Golfe en passant par la guerre du Vietnam, l'UNEF a toujours manifesté la volonté de voir ces conflits réglés par des solutions pacifiques et négociées.

En début d'année, la guerre du Golfe a éclaté. L'UNEF a tout de suite réagi par solidarité avec le peuple irakien bombardé nuit et jour, et en disant que la guerre ne serait une solution pour aucun des problèmes du Moyen Orient. L'UNEF a demandé un cessez le feu immédiat, le retrait de toutes les troupes, ainsi qu'une conférence internationale pour régler les problèmes du Moyen Orient (Palestine, Kurdistan, Liban...). Nous savons ce qu'il en advenu: cette guerre au nom du droit international se poursuit par une guerre civile en Irak.

II - L'AGEN-UNEF ET SON ACTIVITE INTERNATIONALE:

Cette année, le combat de solidarité avec les peuples opprimés a été au coeur de nos préoccupations.

Quel bilan pouvons-nous en tirer?

Tout d'abord, nous n'avons pas su riposter à tous les problèmes:

- aucune initiative sérieuse sur le Maroc,
- rien, lors des mouvements pour la démocratie en Afrique noire aux quels participaient des étudiants et des lycéens.

Depuis, l'AGEN-UNEF a essayé de palier ses difficultés en redésignant un responsable à l'international. Néanmoins, la solidarité doit être la préoccupation de tous.

Il faut constater que, malgré ses lacunes, l'AGEN-UNEF a pri toute sa place dans le combat contre la guerre. Dès le début, l'AGEN-UNEF s'est mobilisé au sein du Comité Contre la Guerre de Nanterre. Nous y avons dépensé beaucoup d'énergie et de temps. Constatons deux lacunes sur lesquelles nous nous devons de réfléchir:

- ce combat n'a pas touché tous les adhérents de l'AGEN-UNEF, loin s'en faut,
- nous nous sommes mobilisé au sein de ce comité mais nous n'avons presque pas eu d'expression propre (tracts, affiches...).

Dans ce combat, nous avons marqué de nombreux points en ce qui concerne notre renforcement: nous avons été reconnu comme "le syndicat anti-guerre", et de nombreux étudiants, mobilisés contre la guerre, nous ont ensuite rejoints.

III - PERSPECTIVES:

Dorénavant, il nous faut impliquer tous nos adhérents dans nos actions de solidarité internationale. En effet, avoir une position commune sur ces problèmes ne va pas de soi dans un syndicat:

- diversité d'opinions,
- ce ne sont pas des problèmes universitaires au sens strict (bourses, TD surchargés...).

Il nous faut donc prendre le temps de contacter nos adhérents et de discuter, ce ne doit plus être l'activité de quelques uns. La guerre du Golfe nous a montré aussi que lors d'un événement d'une telle ampleur, l'AGEN-UNEF s'impliquait totalement quitte à négliger le terrain syndical stricto-sensu; il nous faut également réfléchir à cela.

Concrètement, du travail reste à accomplir en direction des trois pays pour lesquels nous nous sommes déjà mobilisés:

- l'Afrique du Sud, où malgré tout l'apartheid reste en

vigueur, la ségrégation légale s'estompe au profit
d'une ségrégation sociale larvée,

- au Nicaragua depuis la chute des Sandinistes, l'univer-
sité manque de moyens; une fois de plus montrons
nous solidaires par le biais de l'Union Nationale
des Etudiants du Nicaragua,
- la Palestine dont les Universités sont fermées depuis
trois ans; nous en exigeons la réouverture, ...

SYNTHESE SUR L'ORIENTATION DE L'UNEF

I - NOS OBJECTIFS:

1°/DIVERSIFIER ET MULTIPLIER NOS TERRAINS D'INTERVENTION:

- * c'est une nécessité aujourd'hui face au Plan d'Aide Sociale du gouvernement, à l'extension de La Défense, au pôle universitaire de PASQUA, aux IUFM...
- * c'est également le meilleur moyen d'intégrer nos adhérents en les intéressant à des thèmes plus variés, en leur proposant d'agir ensemble, donc de ce fait d'élargir le cercle de nos militants

2°/LA DEFENSE DES INTERETS DES ETUDIANTS:

- * il s'agit en priorité d'une défense collective des étudiants
- * cela implique le développement des interventions sur les problèmes de contenu de cours, ou d'examen (cf au texte qui leur est réservé)
- * d'augmenter plus que la contractualisation multiplie les occasions
- * attention, il n'y a pas de revendications dignes de notre intérêt et d'autres pas

3°/LA LUTTE POUR GAGNER UN BUDGET DECENT POUR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR:

- * le premier maux dont souffre toujours l'enseignement supérieur, dont l'université de Paris X-Nanterre, c'est malgré les efforts faits: le manque de moyens (cf au texte sur le budget)
- * en nous battant pour gagner une hausse substantielle du budget (rattrapant le retard accumulé, et indexée sur la hausse des effectifs étudiants), nous réglerons nombre de nos problèmes

II - UNE STRATEGIE SYNDICALE CONSCIENTE DU FAIBLE TAUX DE SYNDICALISATION:

1°/SON POINT DE DEPART: LE SYNDICALISME UN FAIT MINORITAIRE A L'UNIVERSITE:

- * il ne s'agit pas d'un constat fataliste et désespéré sur Nanterre par exemple, l'AGEN-UNEF n'a jamais été aussi forte, mais nous pouvons et nous devons faire mieux
- * nous vivons malheureusement dans une ère d'a-politisation le milieu étudiant nous est majoritairement indifférent voire hostile (cf au texte sur la perception de l'AGEN-UNEF, et nos moyens de toucher les étudiants)

2°/POUR OBTENIR SATISFACTION, IL NOUS FAUT CREER UN RAPPORT DE FORCE QUI NOUS SOIT FAVORABLE:

- * par exemple le: 18/03/91, le conseil d'UFR de Sciences Sociales et Administration devait voter son budget, qui prévoyait une baisse de 20 000 francs des crédits alloués à la petite bibliothèque d'Histoire sur l'initiative de nos élus, nous avons fait signer une pétition, résultat: 300 signatures (dont 20 enseignants) en moins d'une semaine de plus le jour du conseil, les élus étudiants à notre initiative toujours, ont menacé de ne pas voter le budget et nous avons gagné les 20 000 francs demandés

3°/POUR GAGNER, IL NOUS FAUT RASSEMBLER PLUS QUE L'AGEN-UNEF:

- * toujours en gardant le même exemple, dans l'association de SSA nous sommes 45, il y a eu 300 signatures...
- * c'est de ce constat que notre orientation syndicale tire son nom: la stratégie du rassemblement
- * notre rôle se doit être de proposer des actions revendicatives aux étudiants en leur donnant des perspectives de victoire, et de faire montre de notre volonté, qu'à chaque stade de cette action, les plus déterminés des étudiants syndiqués ou non prennent des responsabilités pour élargir le mouvement
- * il faut que chacun demeure propriétaire de sa lutte
- * nous devons aider et nous investir dans la mise en place des structures larges et ouvertes décidées démocratiquement, tout en conservant notre identité et

nos moyens d'expression propres, avec notre volonté d'aboutir

- * nous avons assez bien réussi cela avec le Comité Contre la Guerre, avec cependant un affaiblissement de notre participation au fur et à mesure
- * par contre, la période de la guerre du Golfe en est une bonne illustration, la sous-information, et la sous-estimation de l'effort à fournir par l'ensemble des adhérents constituent un frein au rassemblement, qui nous faut travailler à lever
- * la stratégie du rassemblement nous conduit logiquement à composer nos listes pour les élections avec les non-syndiqués les plus actifs
- * le rassemblement, c'est également le développement des convergences avec les ATOSS, les enseignants, leurs organisations, et les autres syndicats et associations d'étudiants
- * donc rassemblés et unis dans l'action, nous pouvons défendre et améliorer notre situation

III - L'ASSOCIATION UNEF: LE POLE PRIMORDIAL DU RASSEMBLEMENT:

1°/POURQUOI UN FONCTIONNEMENT PAR ASSOCIATION?

- * tout d'abord l'association d'UFR UNEF rassemble des étudiants ayant une communauté d'intérêts
 - * c'est un moyen idéal pour être proches des étudiants au coeur de nos filières, pour connaître et aider à aboutir les revendications étudiantes, nos associations ont donc un rôle de relai des aspirations étudiantes
 - * mais aussi un rôle moteur, novateur
- l'association doit aider les étudiants à prendre conscience que leur situation n'est pas irrémédiable, puis à passer de la prise de conscience à la remise en cause active
- * avec la contractualisation, nous avons la possibilité de participer au remodelage de nos formations, pour être un syndicat de propositions, il nous faut coller au terrain, il faut que TOUTES nos associations fonctionnent
 - * d'autre part, c'est notre nombre qui fait notre force bien sûr, d'où la nécessité de renforcer l'AGEN-UNEF, cependant sa faiblesse ne doit pas constituer un frein pour proposer et pour démarrer une initiative

2°/LE ROLE DES ELUS AGEN-UNEF ET NON-SYNDIQUES:

- * ils ont un rôle essentiel pour les élus d'UFR dans l'animation de la vie de l'association, ceux sont des vecteurs d'informations, des relais entre les étudiants et l'administration
 - * exigeons d'eux maintenant, des comptes-rendus des conseils réguliers dans l'AGEN-UNEF, puis distribués et affichés dans la fac
 - * les élus doivent être des militants solides travaillant sur le terrain et jouer un rôle moteur dans l'action revendicative
 - * pour coordonner le travail de nos élus d'UFR, pour que nos positions soient concordantes dans les différents conseils, pour que les élus au Conseil d'Administration et au Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire puissent faire un travail efficace, il faut que nos élus se réunissent et travaillent ensemble
 - * il nous faut aussi mettre en valeur, exploiter le travail fait en conseil.
- nous savons peu le faire
- par exemple, avant le début de la guerre du Golfe, nous avons gagné en Conseil d'Administration, en vertu de l'autonomie des universités, la non-application à Nanterre d'une circulaire demandant la dé-inscription et la non-inscription des étudiants irakiens. Ces mesures discriminatoires ne s'étaient pas vues depuis l'Etat français de Vichy. Qui l'a su?

I - UNE NECESSITE, LE RENFORCEMENT DE L'AGEN-UNEF

1°/UN BILAN APPRECIABLE:

Nous avons à peu près atteint les 3 objectifs que nous nous étions fixé lors de notre précédent congrès:

- 50% de cartes remises comme objectif, 54,5% des adhérents de 89-90 ont repris leur carte,
- 100% du chiffre d'organisation à la suite des chaînes d'inscription comme objectif (soit 166 adhérents), nous étions en octobre 162,
- atteindre le cap des 200-250 adhérents, nous sommes actuellement 199.

Si cette année, le souci du renforcement a été réel, nous pouvons pourtant mieux faire, en concernant chacun d'entre nous par cette question.

2°/POURQUOI LA NECESSITE D'ETRE PLUS NOMBREUX A L'AGEN-UNEF:

Pour couvrir le plus de terrains possibles, pour élargir notre champ d'intervention, nous avons besoin de plus de militants, donc de plus d'adhérents. Nous l'avons vu, l'activité de l'AGEN-UNEF repose trop souvent sur un petit nombre de personnes. Ceci limite non seulement notre activité (nous sommes incapables de mener de front plusieurs batailles), mais aussi ceci alourdit considérablement le travail des militants présents (là où 2 personnes donnent 2 heures, 4 n'en donneraient qu'une !).

Outre les adhésions que nous faisons pendant toute l'année, 3 axes essentiels permettront à notre organisation de progresser en nombre:

- la remise de carte: il est primordial que les adhérents reprennent leur carte d'une année sur l'autre, car se sont eux qui portent l'expérience de l'UNEF et font que nous essayons d'améliorer chaque année notre activité en repartant sur des acquis et des pratiques,
- les chaînes d'inscription: moment privilégié où nous sommes là pour aider les jeunes bacheliers dans leur premier contact (souvent difficile) avec notre Université, mais aussi pour leur présenter notre organisation et leur proposer de nous rejoindre,
- enfin, chose nouvelle, nous nous proposons de tenir des tables par association à proximité des bureaux d'inscription pédagogique (en septembre et en octobre); trop d'abus et de problèmes sont constatés chaque année, notamment,
- comme l'année passée, nous pouvons nous fixer comme objectif de commencer l'année universitaire 91-92 à 100% de notre potentiel militant, c'est-à-dire en remettant une carte sur 2 (soit 100) et en réalisant 100 adhésions sur les chaînes.

Mais progresser en chiffre d'organisation ne suffit pas. Si nous sommes plus nombreux, il faut aussi faire en sorte que les étudiants qui nous rejoignent, participent à nos activités et prennent pleinement part à la vie de l'AGE.

Cela nous amène à poser un problème majeur:

II - L'INTEGRATION DES NOUVEAUX ADHERENTS

En effet, nous sommes aujourd'hui 199 à l'AGEN-UNEF contre 166 l'an dernier à la même époque. Pourtant, cette progression ne s'est pas accompagnée d'un gain sensible de militants, en tous cas en ce qui concerne les nouveaux venus à l'Université. Certes, nombreux sont ceux qui parmi nous ont mis 1 an voire 2 à s'intégrer à l'AGEN-UNEF et à développer une activité réelle, mais AUCUN étudiant de première année ne s'est investi, cela est inquiétant. C'est la preuve de nos difficultés actuelles à intégrer les nouveaux adhérents. Pour résoudre ce problème, il n'existe pas de solution miracle. Notre axe principal est notre fonctionnement par associations. Quoi de plus normal, en effet, que de penser que tout nouvel adhérent commencera à travailler dans son association. C'est le lieu où les discussions et l'activité "collent" le plus à sa principale préoccupation: ses études.

Soyons persuadés que si une association de l'AGEN-UNEF convoque ses adhérents, les joint par téléphone, leur envoie des comptes-rendus de réunions et de conseils, leur montre qu'elle est présente sur le terrain, tout cela régulièrement de la rentrée à la fin de l'année, ces adhérents se sentiront solli-

tes, concernés, et donc seront amenés à s'intéresser beaucoup plus à l'AGENCE-
LINEF. Ce fonctionnement, à nous de l'adopter rapidement si nous voulons résoudre ce problème d'intégration. A cet effet, nous proposons que se réunisse régulièrement une commission composée des responsables à l'organisation de l'AGE et des associations, commission chargée d'impulser à tous les niveaux une dynamique d'organisation et d'intégration.

ASSOCIATIONS	CHIFFRES JUN 90	OCT 90	MAI 91	REMISES DE CARTES
DROIT	40	38	45	
SSA	37	32	45	
LETTRES	18	26	31	
LANGUES	25	23	26	
SHC	21	20	25	
ECO	20	19	22	
DIVERS	5	4	5	
TOTAL	166	162 (97% de juin 90)	199 (120% de juin 90)	

SYNTHESE SUR LA TRESORERIE (à huis-clos)

Ce rapport d'activité pour l'année écoulée va commencer sur une constatation; après deux campagnes électorales, l'AGEN-UNEF n'a plus de dette. Il faut remonter loin dans le passé pour retrouver une même situation. Nous possédons à ce jour environ 800 francs sur notre compte.

Malgré tout, il ya un point d'ombre à ce tableau: cette année la remise des cartes et l'adhésion des nouveaux adhérents ne se sont pas accompagnées du versement de la cotisation. De fait, par rapport à l'année dernière où nous avons atteint les 54% de cotisations versées, cette année, on tourne aux alentours de 25-30%. A cela, trois raisons:

- manque de politique de rentrée de cotisations par le trésorier,
- idem au niveau des responsables d'associations,
- idem lors des nouvelles adhésions.

Car, cette cotisation représente une part importante du financement de l'AGEN-UNEF; on peut donner un chiffre: 200 adhérents X 50 francs = 10 000 F. Ce qui est une somme importante.

Pour l'année qui vient, la politique de l'AGEN-UNEF pour la trésorerie, s'articule autour de ces points:

- 50% au moins de remise de cotisations (en reprenant les mêmes chiffres c'est-à-dire, sur 200 adhérents, on obtient 5000 francs),
- un développement des demandes de subventions (2 450 francs cette année seulement).

On peut compter pour l'année prochaine sur 4 000 francs,

- sur des actions ponctuelles: cartes pétitions, badges, etc, soit 1 000 francs,
- la publicité dans le guide local soit 1 000 francs (les chiffres de l'année dernière),
- plus la coop pour laquelle le chiffre est indéterminé.

On arrive à un total de 10 000 francs environ pour l'année. Ce qui veut dire que :

- il y a une politique de trésorerie au niveau de chaque association,
- il y a prise de conscience de chaque adhérent pour l'importance de ce financement pour notre AGE.

SYNTHESE SUR LA COOP.

Cette année, la coop AGEN a continué de développer son activité commencée l'année dernière. C'est-à-dire: éviter de créer les dettes. De ce fait, on a rompu avec la Société qui nous louait la photocopieuse qui était une source importante de déficit.

A côté de ça, le secteur confiserie marche relativement bien et apporte une couverture financière non négligeable.

Au début de l'année, il y a eu un essai d'un secteur papeterie qui n'a fonctionné que très peu de temps (2 ou 3 mois). De ce constat, on doit tirer quelques enseignements qui seront utiles pour l'année 1991-1992:

- il faut qu'un responsable soit désigné pour s'en occuper,
- il faut envisager la diversification du matériel mis à disposition des étudiants,
- en tout cas, il faut que la coop soit comprise comme un instrument utile pour l'AGEN-UNEF (financement, choix multiple, polyvalent et aussi comme moyen pour faire venir les adhérents au local.
- ouvrir un secteur boisson.

Durant l'année 1990-1991, l'AGEN-UNEF a développé une propagande importante et de relative bonne qualité, et ce lors des élections et en dehors.

I - PROPAGANDE LORS DES ELECTIONS

Différents matériels ont été utilisés:

- tracts: verso, recto-verso, quatre pages (sur La Défense, l'aide sociale),
- affiches,
- interventions en amphi.

Les tracts ont été utilisés aux endroits stratégiques de la fac: passerelle (le matin), au Resto-U (le midi), dans les bâtiments. Tout a été fait, mais on peut constater une déficience sur éco. En général, on peut dire que nos tracts ont été lus par une bonne partie des étudiants de Paris X. Environ, 10 000 à 15 000 tracts ont été distribués.

Les affiches ont été collées sur les 10 panneaux que nous avons sur les murs dans la fac, sur les 2 triangles en droit et en éco, et sur les 5 panneaux latéraux dans les bâtiments A à E. On peut remarquer que durant les deux campagnes, ces panneaux ont été tenus de manière quasi permanente.

Les interventions en amphi ont été faites dans tous les UFR.

On doit aussi remarquer que pour la première fois, les antennes universitaires ont été l'objet d'une attention particulière: distribution de tracts, affichage, à Cergy et à Saint-Quentin en Yvelines lors des élections.

II - HORS DES ELECTIONS

Durant cette période, l'activité de propa a été moins soutenue voire même épisodique. Quelques exemples:

- en Droit, une campagne au début de l'année et puis plus rien,
- idem en S.H.C.,
- en revanche en S.S.A., en Lettres et plus particulièrement en Langues, des campagnes ont été menées. Mais d'une manière générale, on distingue deux moments dans l'année universitaire: pendant les élections et hors des élections. Ce qui débouche sur une sous-utilisation des possibilités du matériel, notamment de l'affichage et de l'intervention en amphis (en droit, en Eco, en S.H.C. -bât. C- plus aucun panneau ne porte le sigle AGEN-UNEF).

De ces constatations, nous pouvons faire deux séries de remarques:

* remarques négatives:

- très peu d'interventions en général,
- des lieux négligés voire oubliés (parking, ...),
- pas assez de roulement dans les personnes qui effectuent cette propa.

* perspectives:

- détacher, dans l'avenir, un membre du bureau à la propa et plus précisément à la communication (AGEN-INFORM', Propa, ...)
- impulser la propa au niveau des associations (tracts par association, ...)
- développer l'action entreprise cette année sur les antennes de Cergy et de Saint-Quentin.

La perception qu'ont les étudiants de l'AGEN-UNEF a un aspect contradictoire.

Durant l'année universitaire, l'AGEN-UNEF a multiplié les actions revendicatives:

- aide aux bacheliers non-inscrits,
- aide aux étudiants étrangers en difficulté,
- aide aux étudiants recalés en Septembre.
- pétitions multiples (bibliothèque de Langues, bibliothèque d'

Histoire, Resto-U...),

- interventions auprès des instances universitaires (rendez-vous, délégations...).

Pendant ces différentes actions, l'AGEN-UNEF a été bien perçue par les étudiants et a reçu un soutien important de ces derniers (nombre impressionnant de pétitions signées). A côté de ces actions estudiantines, l'AGEN-UNEF a mené d'autres activités: action contre la guerre, défense de G. Rodriguez, conférence-débat sur le problème kurde,...

Malgré cet aspect positif, lors des différentes élections qui ont eu lieu on n'a pas retrouvé dans les voix qui se sont exprimées en notre faveur la mobilisation perçue lors des actions revendicatives de l'AGEN-UNEF.

Pourquoi cette situation? Elle s'explique par:

- La délégation de pouvoir. Elle a pris une ampleur inaccoutumée. Jamais nos pétitions n'ont recueilli autant de signatures (plus de 1 700). Notre local est de plus en plus fréquenté par les étudiants, notamment afin de régler leurs problèmes particuliers.

Quelle en sont les raisons?

L'AGEN-UNEF est perçue comme une "institution" universitaire, prestataire de services. Cette vision nous amène à préciser le rôle exact du syndicat.

L'année prochaine verra se poursuivre ce phénomène d'une manière sans doute accrue et posera de fait des problèmes pour une éventuelle rentrée universitaire offensive.

- La désaffection des étudiants lors des consultations électorales. Parmi des causes multiples, la délégation de pouvoir tient un rôle important dans le comportement abstentionniste des étudiants; en effet, les étudiants ne perçoivent pas les enjeux réels des élections.

- La mauvaise perception de la "politique" universitaire de l'AGEN-UNEF sur des questions telles que: la contractualisation, l'aide sociale, problèmes de société, problèmes internationaux,...

I - L'ABSTENTION

* Sur 5 ans, il y a une progression de l'abstention qui devient le phénomène majeur des élections.

* En partie, l'abstention échappe à notre responsabilité mais cela doit être l'un de nos axes principaux de travail.

II - L'EMERGENCE DE NOUVELLES LISTES

* D'une part, le recul des Unions Nationales (CELF, UNEF-ID),

* Droitisation de l'électorat: progression de l'UNI et listes d'extrême droite (Renouveau Universitaire),

* Le phénomène le plus marquant reste la consolidation de la Lame de Fond, l'apparition de la FACE et des non-syndiqués en LLPhé.

Ces listes arrivent dans un contexte de dépolitisation et de désyndicalisation qui leur permet d'avancer sur un terrain qui leur est favorable et de faire avancer des propositions telles que l'entrée de l'entreprise au sein de l'Université. Pour le moment, nous n'arrivons pas à contrer ces organisations. La reconquête de ces voix doit être notre préoccupation majeure pour les prochaines élections en systématisant nos compte-rendus de Conseils, en élargissant nos thèmes d'intervention et en modifiant nos modes d'intervention.

III - L'AGEN-UNEF

L'AGEN-UNEF, dans l'ensemble, est la seule organisation à progresser en pourcentage. Cela ne doit pas masquer notre perte de voix. On peut aussi observer un décalage entre notre nombre d'adhérents et nos résultats: nos résultats électoraux ne sont pas proportionnels à notre chiffre d'orga. D'autre part, l'AGEN-UNEF gagne une crédibilité au sein des Conseils mais en revanche, il nous est difficile d'acquérir le même type de crédibilité auprès de la masse des étudiants. De plus, lors des campagnes électorales, nous avons des difficultés à rassembler le maximum voire l'ensemble de notre organisation.

SYNTHESE SUR LE CONGRES D'ASSOCIATION
DE LANGUES ET HISTOIRE DE L'ART

Bonjour,

Je te fais part d'un petit compte-rendu du congrès de l'Association qui s'est tenu dans la matinée du 8 mai. Sur ce sujet, nous regrettons qu'il n'y ait pas eu plus de participation. La discussion n'en eût été que plus enrichissante.

Voici les points qui ont été soulevés:

1. Bilan d'activité.

L'Association de Langues et Histoire de l'Art a eu une activité régulière depuis le début de l'année.

* Bonne fréquence des réunions.

* Bonne diffusion de la pétition sur la Bibliothèque de Langues (448 signatures), ce qui a permis le rétablissement des 2 postes qui manquaient.

* Les élus de l'UPR Géralpha ont rédigé des comptes-rendus des conseils et les ont diffusés auprès des étudiants.

* Le lancement, pour la première fois, d'une campagne contre les tests de Langues-LEA. Droit Langues et Eco-Langues. Grâce à celle-ci, des lycéens qui avaient été recalés aux tests ont pu nous contacter. Il s'agit maintenant d'obtenir l'ouverture de TD supplémentaires à la rentrée.

Restent, malgré ce bilan, quelques problèmes de fonctionnement.

2. Les problèmes à l'intérieur de l'Association.

La prise en charge de l'activité de notre association repose sur les épaules de 4 militants actifs, tous en Langues, et qui expliquent notre absence en Histoire de l'Art.

A l'origine, nous souffrions d'un manque d'adhérents.

* Nous sommes peu présents en Anglo-Américain (Bât. R) qui forme à lui seul un UPR.

* Une déficience au niveau de notre propagande. Nous

informons pas assez suffisamment les étudiants.

Un exemple: qui sait que nous avons gagné 2 demi-postes de bibliothécaires en Langues? qui sait qu'un aménagement de la Bibliothèque en résultats afin d'écarter le rayonnage "plus de livres disponibles pour les étudiants"?

Pour bien faire, il faudrait élire 3 responsables, en Langues, en Histoire de l'Art, en Anglo-Américain. Ensuite développer les relations entre les élus étudiants et chacun de ces pôles spécifiques par le biais de ces responsables, au-delà des syndicats et des étudiants.

3. Les perspectives.

* Organiser une réunion sur les problèmes de la contractualisation.

* Réfléchir sur la pertinence de notre action contre les tests de Langues en vue de l'année prochaine.

* Etablir un calendrier pour les élections d'élire l'inscriptions.

* Lors de la remise de cartes, appuyer sur chaque adhérent issu des différents départements de Langues, LEA, ou DEUG, Histoire de l'Art pour recenser ses problèmes.

Kai Ly SHYU,
responsable de
l'association.